

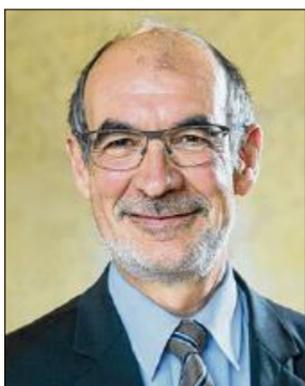


L'équipe élue à Berne a perdu en homogénéité, mais elle reste la meilleure

LA DÉPUTATION FRIBOURGEOISE A



Les trois nouvelles élues souffrent de la comparaison avec les six anciens. A noter l'absence sur la photo de famille, réalisée dans la salle des Pas perdus, de Jean-François Rime.



JACQUES BOURGEOIS

> Parti libéral-radical, 57 ans, siège au Conseil national depuis 2007

Cet infatigable laboureur ne lâche jamais sa charrue pour défendre les budgets de l'agriculture. Il peine d'ailleurs à se départir de l'étiquette quelque peu réductrice du lobbyiste paysan. Mais il faut dire que, comme directeur de l'Union suisse des paysans, il est au cœur de ce puissant groupe de pression au parlement. Il a engrangé de nombreuses victoires dans ce domaine durant ces quatre ans, mais il devrait finir la législature sur une cruelle défaite: l'échec définitif probable la semaine prochaine au Conseil des Etats de son long combat pour exclure les denrées alimentaires du Cassis de Dijon, un principe qui permet l'importation de produits qui ne sont pas aux normes suisses.

Sa lutte contre les déchets sauvages (littering), qu'il veut punir d'amendes d'ordre, est en meilleure voie. C'est aussi l'un des leaders de son parti en matière de politique énergétique, même si le PLR a du mal à faire entendre sa voix sur ce sujet. Homme de dossiers, ce passionné de vélo peine à lever la tête du guidon, ce qui lui permettrait peut-être d'acquiescer une autre dimension politique. Mais il faut dire qu'il se retrouve un peu marginalisé dans un parti où l'agriculture n'est depuis longtemps plus la première préoccupation.



CHRISTINE BULLIARD-MARBACH

> Parti démocrate-chrétien, 56 ans, siège au Conseil national depuis 2011

«Toupie or not to be»: telle pourrait être sa devise. Nul en tout cas ne saurait reprocher à la virevoltante singinoise de ne pas se démener. Elle s'agit même un peu trop, de l'avis assez unanime de ses collègues et des journalistes. Toutefois, si elle multiplie les interventions, c'est avec un certain succès. Un rating du «Blick» la classe même dans le top 5 de tous les parlementaires pour sa capacité à faire passer des propositions. «Mais c'est la championne pour enfoncer des portes ouvertes», nuance un collègue de commission. Sa soif d'exister apparaît comme inversement proportionnelle à son poids politique. Sa palette d'engagement va de la formation à l'agriculture, en passant par la famille et la santé. Elle s'est aussi battue pour la reconnaissance des droits de l'enfant ou encore pour éviter des coupes dans l'aide à la presse. Son plus beau succès reste toutefois l'élargissement du concept de parc suisse d'innovation, centré au départ sur Zurich et l'utilisation des terrains de l'aérodrome militaire de Dübendorf. Avec l'aide de Jean-François Steiert, c'est elle qui a permis l'intégration d'autres projets à ce label, en particulier du parc multisite de l'EPFL, où BlueFactory, à Fribourg, a trouvé place, avec des subventions fédérales à la clé.



DOMINIQUE DE BUMAN

> Parti démocrate-chrétien, 59 ans, siège au Conseil national depuis 2003

Au football, il serait ce joueur pas trop technique qui se dribble lui-même en tentant un débordement sur l'aile gauche. Ce bosseur doté d'une vraie vision politique n'a pas le rayonnement que ses qualités auraient dû lui apporter. Sa profonde inimitié avec le tandem Christophe Darbellay et Urs Schwaller, qui a porté le PDC durant la dernière décennie, l'a sans doute desservi, de même que son positionnement sur la gauche du parti ou encore son aveuglement quand sa personne est en jeu. Avec le Valaisan, cela a même tourné au clash public à la tribune du National il y a deux ans. Du jamais-vu entre un président et un vice-président d'un même parti! Le départ du duo devrait lui amener un peu d'air pour la prochaine législature, mais il devra aussi faire face au retrait de sa grande alliée de l'aile gauche du PDC, la saint-galloise Lucrezia Meier-Schatz. Ces quatre dernières années, il s'est beaucoup investi en faveur du tourisme et des remontées mécaniques, dont il préside les associations faitières. Comme président d'Helvetia latina, on l'a aussi vu monter aux barricades pour obtenir l'égalité des langues nationales dans les appels d'offres de la Confédération. Enfin, il n'a pas oublié ses vieux combats contre les sacs en plastique et l'huile de palme.



VALÉRIE PILLER CARRARD

> Parti socialiste, 37 ans, siège au Conseil national depuis 2011

Simplicité et qualités de cœur: c'est ainsi que la Broyarde conçoit son action politique. Une vision fort saine, mais l'impression qu'elle dégage est celle d'une brebis égarée au milieu des loups du parlement. Après des débuts très discrets, elle gagne un peu en visibilité grâce à son passage de la Commission de gestion à celle des transports et télécommunications en 2013. On l'a vue là tenir solidement son rôle de rapporteuse de commission à la tribune sur le très sensible dossier de la nouvelle redevance radio/TV. Mais lorsque ça bastonnait ensuite durant la campagne en vue de la votation populaire, ce n'est pas elle que son parti a envoyée au premier rang. La benjamine des élus fribourgeois a tout de même remporté une belle victoire avec l'acceptation de sa motion imposant au Conseil fédéral de négocier une reconnaissance des appellations d'origine protégée (AOP) par les Etats-Unis, à la suite de l'affaire du gruyère américain que voulait commercialiser Emmi. Vice-présidente de Pro Familia, elle a aussi essayé de se profiler sur les questions de politique familiale. Sa motion pour un congé-paternité de vingt jours a échoué de peu, mais l'idée fait son chemin, et un projet de congé-paternité de deux semaines est en bonne voie.

de Suisse romande et peut-être même de Suisse DÉPASSÉ SON ZÉNITH

L'élection d'Alain Berset au Conseil fédéral est l'événement marquant de la législature pour la députation noir et blanc. Mais cette consécration coïncide avec l'amorce de son déclin.

PHOTOS CHARLY RAPPO
TEXTES PHILIPPE CASTELLA

Fédérales 2015
18 octobre

Le 14 décembre 2011, c'est la consécration pour une génération dorée de parlementaires fribourgeois: l'un des siens, Alain Berset, est élu au Conseil fédéral. C'est évidemment l'élément marquant de la législature qui s'achève pour la députation noir et blanc. Mais cette consécration a paradoxalement signifié la fin de l'insolente suprématie d'une équipe vivée dans toute la Suisse.

La délégation fribourgeoise à Berne a pourtant encore fort belle allure. Elle reste la meilleure de Suisse romande, et peut-être même de Suisse. Mais par rapport à la précédente législature (2007-2011), les départs successifs de Hugo Fasel (PCS), Thérèse Meyer (PDC) et Alain Berset (PS) n'ont pas été compensés.

Barre trop haute pour la relève

L'équipe a beaucoup perdu en homogénéité. Elle comprend certes toujours deux stars, ses sénateurs Christian Levrat et Urs Schwaller. Ils sont accompagnés par deux ténors, les deux Jean-François, Rime et Steiert. Ces quatre-là sont d'ailleurs dans le top 6 des parlementaires romands, selon le classement établi par «L'Hebdo». Seuls Christophe Darbellay (pdc/VS) et Roger Nordmann (ps/VD) arrivent à s'immiscer parmi les Fribourgeois.

A cette bande des quatre, il faut ajouter deux valeurs sûres du parlement, Jacques Bourgeois et Dominique de Buman. Pour la relève en revanche, la barre était placée

beaucoup trop haut. Les trois nouvelles souffrent de la comparaison avec les anciens. Des confrères alémaniques ou tessinois interrogés peinent à mettre une tête sur leur nom et un nom sur leur tête.

«Nous avons perdu quelques plumes, mais sauvé le poulet»

CHRISTIAN LEVRAT

Bien que dans des styles très différents, la trop virevoltante Christine Bulliard-Marbach, la trop affable Valérie Piller Carrard et la trop modeste Ursula Schneider Schützel sont noyées dans la masse, pour ne pas dire la queue, du peloton. Mais en tête, les places sont chères. Il faut du coffre et des jambes pour y accéder, savoir jouer des coudes pour s'y maintenir. Il n'y a pas de place pour tout le monde. C'est un logique retour à la normalité pour un canton qui n'en mesurera peut-être que mieux la chance qu'il a eue de bénéficier d'une génération tout à fait exceptionnelle de politiciens.

Si la députation fribourgeoise a déjà dépassé depuis un moment son zénith, son déclin ne fait malheureusement que commencer. Le retrait d'Urs Schwaller l'affaiblira inmanquablement. Il devrait être suivi dans un an par le probable transfert au Conseil d'Etat de Jean-François Steiert. Sans parler de l'éventuel abandon, l'an prochain ou dans trois ans, de la présidence du Parti socialiste suisse par Christian Levrat. Autant d'éléments qui pourraient réduire à l'avenir l'influence noir et blanc sous la Coupole fédé-

rale. La trajectoire de cette députation risque alors de croiser celle de la délégation vaudoise, en net regain de forme.

Le canton de Fribourg, qu'a-t-il retiré de cette fine équipe ces quatre dernières années? Premièrement, comme déjà dit, un conseiller fédéral, le quatrième de son histoire. En matière de péréquation financière intercantonale ensuite, il a fallu lâcher quelques plumes, une vingtaine de millions de francs par an. «Mais nous avons sauvé le poulet», image Christian Levrat. La bataille a été rude face à des cantons contributeurs qui voulaient tailler massivement dans cet instrument de la solidarité confédérale. Les hostilités reprendront durant la prochaine législature. L'enjeu est de taille pour Fribourg: plus de 400 millions de francs reçus par an sur un budget cantonal de 3,3 milliards.

Fribourg s'en tire bien

Grâce à un lobbying intelligent, le canton s'en est très bien tiré avec le remaniement des places d'armes. Les sites de Drogens, Grandvillard, Romont et Grolley ont été sauvés et même renforcés. La fermeture de la caserne de la Poya va offrir de précieux terrains au cœur de la capitale. Enfin, au Lac-Noir, le départ de l'armée va être compensé avantageusement par l'installation du centre national de formation du service civil. Dans un tout autre domaine, on peut encore signaler l'intégration du site de l'ancienne brasserie Cardinal (BlueFactory) dans le futur parc national d'innovation.

Voilà pour ce qui est des résultats obtenus par le collectif. Et individuellement? Pour en juger, «La Liberté» s'est replongée dans leurs interventions à la tribune et dans les médias. Elle a sondé des journalistes politiques des différentes régions linguistiques. Pour mesurer le travail accompli et l'influence exercée dans l'ombre au sein de leur parti et des commissions parlementaires, elle a enquêté auprès d'élus de tous bords. Enfin, les neuf élus ont été invités à livrer leur propre bilan. I

CONSEIL DES ÉTATS



Christian Levrat semble s'être bien acclimaté à l'ambiance feutrée des débats entre sénateurs. KEYSTONE

CHRISTIAN LEVRAT

> Parti socialiste, 45 ans, siège au Conseil des Etats depuis 2012, au Conseil national de 2003 à 2012.

Tout le monde s'interrogeait au moment de son transfert aux Etats sur sa capacité à se fondre dans l'ambiance feutrée des débats entre sénateurs. Plus personne ne le fait aujourd'hui, tant le Gruérien y apparaît à l'aise. Alors qu'il n'intervenait quasiment jamais à la tribune du National, il étale au Sénat son sens de l'argumentation fouillée et sa force de conviction. Certes, entre le sénateur posé et les coups de gueule médiatiques du président de parti, il doit souvent faire le grand écart. Mais ses pairs ne semblent pas lui en tenir rigueur. A la tête du PS, son autorité n'est plus guère contestée. Le climat semble même s'être apaisé. Le président sait quand donner du mou aux différentes ailes et quand resserrer la discipline. En revanche, il exaspère les journalistes à force de ne pas répondre à leurs coups de fil. Mais il se défend en disant chercher à cibler sa présence dans les médias, un luxe qui doit faire des envieux au sein du parlement.



Cet habile bretteur est l'incarnation actuelle de la bête politique. Derrière celles de Blocher, ses interventions sont les plus scrutées, les plus commentées. Fin stratège, il voit plus loin que ses homologues présidents de partis. Il a souvent une meilleure analyse de la situation politique et de son évolution. Toutefois, sa position ambiguë dans la campagne contre l'initiative sur l'immigration de masse lui a été beaucoup reprochée. Lui maintient que si le Conseil fédéral avait pris des mesures d'accompagnement en faveur des travailleurs âgés, l'issue du scrutin aurait été différente. S'amender ne fait de toute façon pas partie de son vocabulaire.

URS SCHWALLER

> Parti démocrate chrétien, 62 ans, siège au Conseil des Etats depuis 2003

C'est un seigneur qui tire sa révérence. A force de se séparer des journalistes sur son immanquable «ça vous suffit?», cela lui a suffi, la politique. Il a l'estime, le respect et l'écoute de ses pairs sénateurs. S'il n'a pas accédé au Conseil fédéral, c'est uniquement parce que les astres ne se sont jamais alignés correctement pour lui. Il a tenté de forcer sa chance en 2009 et a été marqué par son échec face au libéral-radical Didier Burkhalter. Cette législature l'aura vu un peu en retrait. C'est tout naturel dans la mesure où il a lâché la présidence du groupe PDC aux Chambres au début de l'an passé.



Depuis qu'il est lié au Groupe Mutuel, d'abord au sein d'un organe de réflexion, puis au conseil d'administration, il a aussi perdu de son indépendance et, du coup, de son aura sur les questions de santé. Ses collègues le trouvent moins présent, moins impliqué sur toutes sortes de dossiers. Ou plutôt, il faudrait dire qu'il cible mieux ses intérêts. Car il n'a rien perdu de son aptitude à chercher des compromis et à tisser des majorités. Le traitement de la réforme de la prévoyance vieillesse cette semaine au Conseil des Etats en aura offert une dernière démonstration éclatante. Si ce projet ambitieux devait aboutir sous cette forme, ce serait grâce à la patte du Singinois. Il lui offre en tout cas une sortie glorieuse. Quant au tandem qu'il forme avec Christian Levrat, il est sans doute moins complice que la paire Berset-Schwaller, mais certainement tout aussi efficace dans la défense des intérêts fribourgeois.



JEAN-FRANÇOIS RIME

> Union démocratique du centre, 65 ans, siège au Conseil national depuis 2003

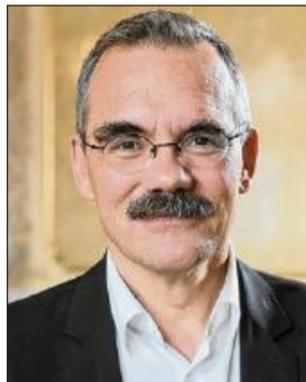
D'habitude, un échec dans une course au Conseil fédéral marque le début du déclin dans une carrière politique. Or non seulement le Bullois a survécu à deux candidatures, une première en 2010 et une seconde en 2011, mais il y a puisé une énergie nouvelle pour acquérir une autre dimension. Il a surfé sur la vague pour se faire élire dans la foulée, en 2012, à la présidence de l'Union suisse des arts et métiers (USAM). A partir de là, son action politique et son lobbying patronal se confondent entièrement. Alors que sa rivale économiste traversait de nombreuses turbulences, l'industriel a su transformer l'USAM en machine de guerre redoutée, au point de n'échouer que d'un cheveu en votation populaire dans sa rude bataille contre la redevance radio/TV. Plus fort encore, son assourdissant silence dans la campagne sur l'initiative populaire de son parti «contre l'immigration de masse», qu'il a signée, ne lui a guère été reproché dans les sphères patronales. Au sein de l'UDC, son influence reste malgré tout mineure, à l'instar de tous les autres Romands. Il faut dire qu'il ne se profile pas du tout sur les thèmes favoris du parti (asile, immigration, sécurité). Mais il sert à ce dernier de caution économique, ce qui lui vaut d'y être respecté.



URSULA SCHNEIDER SCHÜTTEL

> Parti socialiste, 54 ans, siège au Conseil national depuis 2012

Il est toujours difficile d'intégrer un parlement en cours de législature, surtout lorsqu'il n'est pas dans sa nature profonde de jouer des coudes. En sus, la Lacoise a reçu la mission impossible de succéder à un certain Christian Levrat, passé aux Etats. La comparaison ne tourne forcément pas à son avantage. Reléguée au sein de la très technique et peu médiatique Commission des affaires juridiques, elle a pu y faire valoir ses compétences d'avocate. Elle préside d'ailleurs la délégation du Parti socialiste au sein de cette commission. Au point sur ses dossiers, elle y intervient à bon escient, selon ses collègues. Mais elle n'est pas du genre à tirer la couverture à elle. Une qualité fort louable sur le plan humain, un péché mortel en politique. Son important engagement en faveur des enfants placés lui a tout de même apporté une certaine visibilité médiatique. Et leur cause est en bonne voie, le Conseil fédéral ayant admis l'idée d'un fonds de réparation doté de 300 millions de francs pour ces victimes de mesures coercitives. Parmi les autres dossiers où elle s'est passablement investie, on peut citer la question du bien de l'enfant dans les procédures de divorce ou celle du blocage et de la restitution des avoirs illicites des potentats étrangers.



JEAN-FRANÇOIS STEIERT

> Parti socialiste, 54 ans, siège au Conseil national depuis 2007

Dans le théâtre de la politique fédérale, il joue le rôle du souffleur, celui qui susurre aux acteurs sur la scène leurs meilleures répliques. Cela colle à son petit filet de voix. «La majorité de mes interventions ne portent pas mon nom», confesse-t-il d'ailleurs spontanément dans son bilan. L'ancien secrétaire général du Parti socialiste connaît tout des rouages et des arcanes du pouvoir. Il sait comment construire des majorités, comment les défaire. Il aime jouer aux échecs, mais c'est au billard à trois bandes (ou plus) qu'il excelle en politique. Le revers de la médaille chez ce fin tacticien, c'est qu'il manque de flamboyance pour devenir un politicien de tout premier plan. Il n'en est pas moins très influent dans ses domaines de prédilection que sont la santé et la formation. Il faut dire qu'il allie à son grand sens tactique une maîtrise pointue de ces deux matières. On l'a vu très actif dans le délicat dossier de l'enseignement d'une deuxième langue nationale à l'école primaire, où ce parfait bilingue a su faire valoir jusqu'ici son doigté. Et une belle victoire qu'on peut mettre à son actif: le sauvetage in extremis des soutiens financiers accordés aux activités de Jeunesse et Sport.